

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Rooftop Air Handling Units		
Solicitation No. - N° de l'invitation K4A22-120077/B	Date 2013-02-08	
Client Reference No. - N° de référence du client K4A22-120077		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HP-912-62178		
File No. - N° de dossier hp912.K4A22-120077	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-03-04		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pearson, Neil		Buyer Id - Id de l'acheteur hp912
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3976 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 953-2953
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT 335 RIVER RD ATT: Adam Kurz OTTAWA Ontario K1A0H3 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Vehicles & Industrial Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7A2, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro K4A22-102077/A, datée du 19 décembre 2012, dont la date de clôture était le 29 septembre 2013, à 2:00 p.m. EST.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu
4. Interprétation

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables
5. Considérations environnementales
6. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instruction pour la préparation des soumissions
2. Section I: Soumission technique
3. Section II: Soumission financière
4. Section III: Attestations et Renseignements supplémentaires

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Évaluation technique
3. Évaluation financière
4. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clauses du guide des CCUA
12. Inspection et acceptation
13. Préparation en vue de la livraison
14. Instructions d'expédition- DDP Destination
15. Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production
16. État du matériel
17. Conditionnement

Pièces jointes

Annexe "A" - Prix

Annexe "B" - Description d'achat - Groupes de traitement de l'air

Appendice 1 - Questionnaire de renseignements techniques - Groupes de traitement de l'air
SK-1

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Le Canada invite les fournisseurs à présenter des propositions pour Quantité de deux (2), Groupes de traitement de l'air tel que décrit à l'Annexe "A" - Prix et conformément à l'Annexe "B" - Description d'achat - Groupes de traitement de l'air

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

4. Interprétation

Les exigences obligatoires énoncées dans la présente demande de proposition utilisent les termes «doit», «doivent», «devra», «devront» ou «obligatoire». Les soumissions ne répondant pas à toutes les exigences obligatoires ne seront pas retenues.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document **2003 (2012-11-19) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels**, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **sept (7) jours** civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le

Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en *Ontario* et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Considérations environnementales

Le Canada s'est engagé à écologiser sa chaîne d'approvisionnement. Conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral entrée en vigueur en avril 2006, les ministères et les organismes fédéraux doivent prendre les mesures appropriées pour se procurer des produits et des services dont l'impact environnementale est moindre que celui des produits et services qu'ils se procuraient traditionnellement.

Les facteurs environnementaux incluent, entre autres : la réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, améliorations de l'efficacité de l'eau et de l'énergie, réduction des déchets et la réutilisation et le recyclage de soutien, l'utilisation des ressources renouvelables, réduction des déchets dangereux et réduction des substances toxiques et dangereuses. Conformément à la Politique d'achats écologiques, pour cette sollicitation :

- Les offrants / fournisseurs sont priés de fournir toute la correspondance, y compris (mais sans s'y limiter) les documents, les rapports et les factures en format électronique, sauf si indication contraire de l'autorité contractante ou chargé de projet, réduisant ainsi le matériel imprimé.
- Les offrants / fournisseurs devraient recycler (déchiqueter) les copies des documents non classifiés / protégés inutiles (en tenant compte des exigences de sécurité).
- Les composantes de produits utilisés lors de la prestation des services devraient être recyclables et/ou réutilisables, lorsque possible.

6. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis, l'énoncé des travaux ou la description d'achat contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard **sept (7) jours** civil avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III: Attestations et renseignements supplémentaires (2 copies papier)

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission:

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

2. Section I: Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Les soumissionnaires doivent compléter et soumettre d'ici la date et l'heure de clôture des soumissions ce qui suit :

- 1) l'Appendice "1" - Questionnaire de renseignements techniques - Groupes de traitement de l'air

- 2) dessins d'atelier;
- 3) les données sur le rendement; et
- 4) caractéristiques des produits

3. Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission dans l'Annexe "A" - Prix en conformité avec la Base de paiement applicable et décrite à la **PARTIE - 6 CLAUSES DU CONTRAT SUBSEQUENT** à l'article **6.1 Base de paiement**.

3.1 Clauses du guide des CCUA

C3011T	Fluctuation du taux de change	2010-01-11
--------	-------------------------------	------------

4. Section III: Attestations et renseignements supplémentaires

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**.

4.1 Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

4.1.1 Livraison

4.1.1.1 Quantité ferme

Bien que la livraison des Groupes de traitement de l'air soit demandée pour le ou avant le 31 mars 2013 la livraison la plus hâtive pouvant être offerte est la suivante:

Article 001 - deux (2), Groupes de traitement de l'air et les articles connexes seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

1.1 Les soumissions seront évaluées en fonction de toutes les exigences figurant dans la demande de propositions (DP), y compris, entre autres, les critères d'évaluation technique et financière,

1.2 Une équipe composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

2. Évaluation technique

2.1 L'évaluation technique a pour but de déterminer si les produits ou les services offerts respectent tous les critères techniques obligatoires décrits dans les documents énumérés ci-dessous et tel que décrit dans la **Section I: Soumission technique** de la **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS:**

- Appendice 1 - Questionnaire d'informations techniques - Groupes de traitement de l'air;
- Annexe "B" - Description d'achat -Groupes de traitement de l'air.

3. Évaluation financière

3.1 L'évaluation financière a pour but de déterminer le prix global en utilisant l'information soumise dans l'Annexe "A" - Prix.

3.2 Calcul du prix global:

Les soumissions seront évaluées sur la base du prix global pour la quantité ferme.

4. Méthode de sélection

4.1 Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable ayant le prix global évalué le plus bas, sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

1.1.1 En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumissions.

Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux

soumissionnant dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Programme de contrats fédéraux - plus de 25000\$ et moins de 200000\$

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- d) () n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro :
_____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

[Http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml)

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

L'entrepreneur doit fournir une quantité de deux (2) Groupes de traitement de l'air tels que décrit à l'Annexe "A" - Prix et conformément à Annexe "B" - Description d'achat -Groupes de traitement de l'air.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

3.1 Conditions générales

2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne)
s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Livraison des Tours de Refroidissement

4.1.1 Quantité ferme

La livraison des Groupes de traitement de l'air doit être effectuée comme suit :

Article 001 - 'Groupes de traitement de l'air doivent être livrés le ou avant le _____ (date à insérer par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom: Neil Pearson
Titre: spécialiste en approvisionnement
Organisation: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements, Direction TPLEP,
Division HP
7A2, Place du Portage, Phase 3, 11 rue Laurier, Gatineau, Quebec,
K1A 0S5
Téléphone : 819-956-3976
Télécopieur : 819-953-2953
Courriel: neil.pearson@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est :

Nom: _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)
Titre: _____
Organisation: _____

Téléphone : ____-____-____
Télécopieur : ____-____-____
Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom: _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Titre: _____

Organisation: _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.4 Représentants de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Titre: _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

Suivi de la livraison :

Nom : _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Titre: _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement - prix unitaire(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé selon le (les) prix unitaire(s) ferme(s) spécifié(s) dans l'Annexe "A" - Prix et selon ce qui suit:

Base de paiement (BDP) Type 1: Des prix unitaires fermes en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, Incoterms 2000, droits de douane et taxe d'accise comprises, s'il y a lieu et taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Clauses du guide des CCUA

H1000C	Paiement singulaire	2008-05-12
C2000C	Taxes - Foreign-based Contractor	2007-11-30

7. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés sur la facture sont complétés. Les offrants / fournisseurs sont priés de fournir les factures en format électronique sauf si indication contraire de l'autorité contractante ou chargé de projet, réduisant ainsi le matériel imprimé.

7.1 Les factures doivent être distribuées comme suit :

- (a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Environnement Canada
Finance and Corporate Branch
ACEMD
335 River Road
Ottawa Ontario
K1A 0H3

Attention:

- (b) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante de TPSGC identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

Note 1: Les factures de livré droits acquités, des contrats Incoterms 2000 ne seront pas présentées avant l'expédition du véhicule ou de l'équipement pour le destinataire

8. Attestations

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) 2010A (2012-11-19) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- (c) Annexe A - Prix;
- (d) Annexe "B" - Description d'achat - Groupes de traitement de l'air
- (e) Appendice 1 - Questionnaire de renseignements techniques Groupes de traitement de l'air
- (f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

11. Clauses du guide des CCUA

A1009C	Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
C2800C	Cote de priorité	2011-05-16
C2801C	Cote de priorité - entrepreneurs établis au Canada	2011-05-16
D3010C	Marchandises dangereuses/produits dangereux	2012-07-16
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30

12. Inspection et acceptation

L'autorité technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

13. Préparation en vue de la livraison

Le équipement doit être entretenu, réglé et livré dans un état qui en permet l'utilisation immédiate. L'intérieur et l'extérieur doivent être nettoyés avant que le quitte l'usine et soit remis au personnel du MDN au lieu de livraison final. Avant de préparer les produits pour l'entreposage, dresser une liste d'inventaire et produire un document numérique du matériel déchargé.

Tous les équipement livrés au destinataire doivent être livrés entre 8 h et 16 h, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés du gouvernement fédéral. Toute tentative, de la part du transporteur, de livrer des véhicules avant ou après ces heures peut être refusée à moins que des arrangements aient été pris pour que du personnel autorisé et qualifié soit disponible pour faire des inspections et accepter la livraison. Lorsque le transporteur devra retourner parce qu'il n'aura pas pris de rendez-vous pour la livraison, le Canada ne sera pas tenu de payer des coûts additionnels.

14. Instructions d'expédition- livraison à destination (Quantité ferme)

14.1 L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP à destination - rendu droits acquittés aux destinations (tel qu'indiqué à l'Annexe "A" - Prix) À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes.

14.2 L'entrepreneur doit livrer les biens sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec les personnes désignées à l'Annexe "A" - Prix. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

15. Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production

Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec le responsable technique pour organiser une réunion préalable à la

production. Cette réunion aura lieu à l'usine de l'entrepreneur, au _____ (précisez le lieu). Les frais relatifs à cette réunion préalable à la production doivent être inclus dans le prix de la soumission. Veuillez noter que l'État assumera les dépenses de voyage et de subsistance des employés du gouvernement.

16. État du matériel

L'entrepreneur doit fournir du matériel neuf, qui fait partie de la production courante et est fourni par le fabricant principal ou son agent accrédité. Le matériel doit être conforme à la dernière version du plan applicable, de la spécification et de la description du numéro de pièce, selon le cas, qui était en vigueur à la date de clôture de la soumission.

17. Conditionnement

Les méthodes de préservation et de conditionnement doivent être conformes à la norme courante de l'entrepreneur pour les envois au Canada ou, au besoin, aux normes pour les envois outremer (par exemple pour les cargaisons en cale).

ANNEXE "A" – PRIX**Article 001: Groupes de traitement de l'air (quantité ferme)**

L'entrepreneur doit livrer l'équipement, y compris tous les livrables en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - Groupes de traitement de l'air

Les Groupes de traitement de l'air et les articles connexes doivent être livrés à:

Environnement Canada
335 River Road
Ottawa, Ontario
K1A 0H3

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être insérée par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par Groupes de traitement de l'air, incluant les articles connexes en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.1 Base de paiement)

Quantité : deux (2)

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1. Soumettre des dessins d'atelier aux fins d'examen. Soumettre les caractéristiques des produits et les données sur le rendement. Référez-vous à SK-1 de dessin qui indiquent des dimensions physiques d'extérieur maximum, et qui les formes partie de ces spécifications.

Part 2 PRODUITS

2.1 Groupes de traitement de l'air AHU-70 et AHU-71

1. Les groupes de traitement de l'air doivent être conçus selon le niveau de qualité décrit dans les présentes. Rendement de base : groupe de traitement de l'air entièrement extérieur, électrofiltre d'un débit de 2 585 l/s à 250 pascals, générateur à feu direct alimenté au gaz naturel d'une puissance de 181 kW, moteur de ventilateur d'extraction, moteur de ventilateur refoulant, 600 V CA, triphasé, disjoncteur centralisé de 20 ampères, hauteur du rebord de toit antisismique de 350 mm, poids nominal de 1 600 kg. Le groupe doit être équipé par le fabricant d'une cheminée d'évacuation de l'air comportant un chapeau anti-pluie et des haubans.
2. Le remplacement par tout produit autre que celui indiqué ne doit entraîner aucun écart par rapport aux capacités, au débit d'air, au coefficient de transfert de chaleur et à l'efficacité de filtration indiqués dans les présentes. Les exigences en matière d'alimentation doivent être respectées et les niveaux de puissance sonore ne doivent pas être dépassés là où ils sont précisément définis. Les demandes concernant du matériel « équivalent » ou « de rechange » doivent tenir compte de ces facteurs.
3. À moins d'indication contraire, les groupes de traitement de l'air doivent être assemblés en une seule pièce par le fabricant avant d'être expédiés sur les lieux. Les groupes modulaires assemblés qui ne répondent pas tout à fait exactement à cette spécification ne seront pas considérés comme équivalents. Lorsque cela est indiqué et applicable, tous les équipements doivent être précâblés et certifiés en usine, avant d'être expédiés par un organisme d'essai agréé comme CETL, Enviro-Test Laboratories, les Laboratoires des assureurs du Canada et l'Association canadienne de normalisation.
4. Les groupes de traitement de l'air précâblés portent une étiquette approuvée comportant toutes les marques d'identification nécessaires, les données électriques, ainsi que les précautions à prendre conformément aux exigences du Code national de l'électricité, partie 2 (Canada).
5. Tous les circuits électriques doivent subir un essai de rigidité diélectrique, et leur bon fonctionnement doit être testé et vérifié en usine.
6. Un système de commande de moteur doit être fourni, comprenant : borniers, contacteurs de moteur, dispositifs de protection contre les surcharges du moteur, pattes de mise à la terre, transformateurs de commande, contacteurs auxiliaires et terminaux pour le branchement de l'appareil de contrôle externe ou des relais.
7. Les circuits d'alarme incendie (si nécessaire) doivent être alimentés par un relais en circuit de groupes.

8. L'interrupteur général sans fusible, installé et câblé à l'usine, doit respecter la configuration CEMA/NEMA 1.
9. Les commandes automatiques doivent être situées dans un panneau de commande qui répond aux normes de l'installation visée et qui est installé à l'intérieur du groupe de traitement de l'air ou au-dessus de celui-ci.
10. Les groupes de traitement de l'air et leurs principaux éléments doivent provenir de fabricants habitués à produire ce genre de matériel et possédant au minimum 15 années d'expérience reconnue à ce titre.
11. Le fabricant doit posséder un programme d'assurance de la qualité vérifiable et entièrement mis en œuvre, équivalent à la norme de qualité ISO-9002.

2.2 Assemblage du groupe

1. Le coffret du groupe doit être fabriqué en tôle galvanisée au fini satiné de 1,27 mm d'épaisseur. Les surfaces doivent être nettoyées avec un solvant de dégraissage pour retirer l'huile et les oxydes métalliques et apprêtées avec une peinture primaire réactive constituée de deux parts de base acide. La couche de finition doit être un émail appliqué par procédé électrostatique sur toutes les surfaces exposées. Le métal et les soudures non protégés doivent être entièrement enduits par le fabricant.
2. L'ensemble des parois, des toitures et des planchers doivent être profilés et doivent comporter au moins deux ruptures par joint. Les joints doivent être fixés à l'aide de vis à tôle ou de rivets de sûreté. Les joints des parois et des planchers doivent être fixés à l'intérieur et, sur tous les groupes extérieurs, les joints de toiture doivent être fixés à l'extérieur pour garantir la rigidité. Tous les joints doivent être calfeutrés avec un produit d'étanchéité résistant à l'eau.
3. Les groupes doivent comporter un accès aux éléments suivants : les ventilateurs et les moteurs, les filtres, les registres et les contrôleurs, les humidificateurs, les piles liquides, les panneaux électriques, les compartiments des brûleurs et les compartiments des compresseurs. Les ouvertures doivent être suffisamment larges pour accéder facilement aux éléments. L'accès ne doit pas nécessiter le retrait des panneaux de façade vissés. Tous les groupes doivent posséder des portes d'accès à charnières avec des joints d'étanchéité en forme E, entièrement tapissées et munies d'au moins deux boutons de poignées accessibles des deux côtés.
4. Les boîtiers doivent être posés sur des profilés en U ou en acier galvanisé, conçus et soudés pour minimiser la flexion. Des oreilles de levage complètes doivent être fournies pour soulever le matériel.
5. Toutes les unités doivent posséder une isolation acoustique interne d'une épaisseur de 50 mm et d'une densité nominale de 24 kg/m³.
6. Les parties isolées des éléments suivants doivent comporter une doublure pleine, de 0,85 mm d'épaisseur, ou perforée, de 0,70 mm d'épaisseur (zone libre de 40 %), en métal galvanisé :

	Doublure pleine	Doublure perforée
- Blocs ventilateurs	___X___	___

Annexe "B" Revision 1 Description D'Achat Groupes de Traitement de l'air

- Blocs serpentins	<u> X </u>	<u> </u>
- Blocs filtres	<u> X </u>	<u> </u>
- Blocs d'accès	<u> X </u>	<u> </u>

7. Un corps creux pour serpentins doit être fourni pour recevoir un serpentins de refroidissement. Les dimensions du ventilateur et du moteur doivent être adaptées aux chutes de pression prévues.
8. La cuvette de dégivrage de serpentins de refroidissement doit être fabriquée en acier inoxydable et faire partie intégrante des panneaux de plancher, à un minimum de 51 mm de profondeur, avec des coins soudés. La cuvette doit pouvoir s'étendre sur un minimum de 152 mm en aval du devant de serpentins et doit être fournie avec un raccord de drain S.S. M.P.T. de 38 mm. Elle doit également comporter un égouttoir et être inclinée de façon à ce qu'il n'y ait pas d'eau stagnante. Des cuvettes intermédiaires doivent être installées entre les serpentins refroidisseurs là où nécessaire pour éliminer l'humidité de manière efficace.
9. Un périmètre complet de rebord de toit antisismique en acier épais doit être fourni, d'une hauteur minimale de 356 mm, et complété d'une cloueuse de bois, de lisières à calfeutrer en néoprène et une barre « Z » entièrement soudée avec une rainure d'étanchéité de 25 mm dans le périmètre interne pour procurer une étanchéité complète contre les éléments.

2.3 Ventilateurs

1. Les ventilateurs centrifuges doivent être évalués conformément aux règles d'essai standard de l'Air Movement and Control Association International, Inc. (AMCA), Bulletin 210. Le fabricant des ventilateurs doit être membre de l'AMCA. Tous les ventilateurs et les blocs ventilateurs doivent faire l'objet d'un équilibrage dynamique au cours de l'essai en usine. Les arbres des ventilateurs doivent avoir un revêtement antirouille.
2. Les ventilateurs à aubes inclinées vers l'avant, à basse pression et d'un diamètre maximal de 450 mm, doivent être munis de roulements à cartouche lubrifiés en permanence, soutenus par un palier à trois points à l'entrée du ventilateur. Tous les autres blocs ventilateurs à aubes inclinées vers l'avant doivent être munis de paliers de battement graissables, soutenus par une charpente métallique rigide.
3. L'entraînement des ventilateurs motorisés doit être réglable. Tous les entraînements doivent posséder un revêtement antirouille.
4. Le moteur, les roulements et le mécanisme d'entraînement du ventilateur doivent être situés à l'intérieur du plénum afin de réduire au minimum l'usure des roulements et de permettre d'isoler les vibrations internes du bloc ventilateur et moteur, au besoin. Le montage du moteur doit pouvoir être ajusté de façon à tenir compte des variations de tension de la courroie.
5. Les groupes motoventilateurs doivent être fournis avec des amortisseurs de vibrations. Ces amortisseurs doivent être montés sur des profilés en acier soudés au plancher du groupe, lui-même soudé au reste de la structure.

6. Les moteurs des ventilateurs doivent avoir un potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone extrêmement faible.
7. Fournir un contrôle variable du volume d'air du ventilateur pour les unités, par l'entremise d'un mécanisme d'entraînement à fréquence variable qui sera installé dans une enceinte hermétique approuvée par la NEMA, laquelle devra être étiquetée par un organisme de test, comme l'ULC. Les mécanismes d'entraînement doivent être inclus pour les moteurs d'alimentation et d'évacuation, et être intégrés à l'unité de traitement de l'air.
8. Porteuse sinusoïdale à l'entrée et modulation d'impulsions en durée à la sortie. Transistors bipolaires à porte isolée. Rythmes d'accélération et de décélération réglables.
9. Le disjoncteur de dérivation manuel monté sur le groupe verrouille le mécanisme d'entraînement à fréquence variable, et le ventilateur fonctionne au volume maximum. Le disjoncteur de dérivation et tous les contacts d'interverrouillage sont montés en usine et précâblés.
10. Le mécanisme d'entraînement du moteur de ventilateur refoulant et du moteur de ventilateur d'extraction doit être fourni et installé par l'usine.
11. Le brûleur doit pouvoir fonctionner avec un débit d'air moyen minimum de 40 % dans la section de combustion.
12. Limite inférieure : Définir une limite inférieure pour l'air soufflé et prévoir un temporisateur de dérivation automatique pour permettre le démarrage par temps froid. En cas de défaillance du système de chauffage, ce dispositif éteindra le ventilateur et fermera le registre d'air extérieur. Ce dispositif nécessite d'être réinitialisé en coupant le circuit électrique.

2.4 Groupes de traitement de l'air (AHU-70 et AHU-71) – générateur à feu direct

1. Les groupes de traitement de l'air doivent être équipés d'un générateur à feu direct et doivent obtenir une certification ETL globale visant également les accessoires et les commandes pour les zones au niveau de la mer et les zones de haute altitude. La pression d'utilisation du gaz naturel indiquée par le manomètre du groupe doit être de 1750 pascals.
2. Brûleur : Le brûleur doit être de type linéaire et doit posséder un taux de variation de débit de 25:1. Le brûleur doit être monté selon une configuration permettant l'aspiration. L'air extérieur est aspiré dans la section de combustion à une vitesse constante, dans le respect des limites de conception du brûleur.
3. Toutes les ouvertures d'air de combustion du brûleur doivent être situées dans des plaques porte-brûleur en acier inoxydable pour respecter les exigences relatives à l'air de combustion à toutes les entrées.
4. Le brûleur et les conduites doivent comprendre une soupape de régulation de débit, des robinets d'arrêt à sécurité positive, un régulateur de la pression principale et de la pression pilote, des robinets d'arrêt manuel et un électro-pilote. Le circuit de gaz doit être enfermé dans un coffret.

2.5 Commandes

1. Le démarrage du groupe dépend du dispositif de verrouillage du système d'échappement, branché à la plaque à bornes du bloc de commande, tel qu'indiqué dans le schéma de branchement *in situ*. La température de l'air soufflé doit être maintenue constante par un capteur de débit de l'air qui doit moduler la soupape principale de régulation du débit de gaz.
2. Les brûleurs à feu direct doivent être munis d'un contrôleur logique programmé assurant le contrôle de la température de l'air et les fonctions de gestion du brûleur.
3. Les contrôleurs de brûleurs à feu direct doivent comprendre les éléments standard suivants :
 - Ajustement du point de consigne intégré pour le déchargement d'air entre 8,3 °C et 72 °C
 - Autovérificateurs pour capteurs de déchargement d'air pour déterminer les conditions hors de portée ou de défaillance
 - Contournement automatique intégré de faible limite avec contact d'alarme
 - Surveillance du relais de la flamme
 - Test automatique de capteur d'air
 - Surveillance du flux de l'air
 - Indicateurs DEL pour connaître l'état des différentes fonctions, dont l'état du brûleur, l'état de la flamme, l'état du ventilateur, l'état de la limite inférieure et l'état de fonctionnement.
4. (Norme de contrôle électronique de l'air soufflé) Fournir un régulateur électronique pour régler la soupape de gaz et maintenir un point de consigne avec un capteur d'air soufflé. Le débit d'air soufflé doit être défini par le système de contrôle automatique de bâtiments.
5. (Débit d'air variable) Fournir un mécanisme d'entraînement à fréquence variable pour assurer un fonctionnement avec un débit d'air variable (40 % au minimum). La vitesse de l'air dans l'ensemble du brûleur doit être automatiquement réglée pour correspondre aux normes de conception. Le débit d'air doit être contrôlé par le système de contrôle automatique de bâtiments.
6. Essai en usine pour section de chauffage au gaz à feu direct
7. Les essais doivent être réalisés après l'assemblage complet du groupe, juste avant l'expédition sur le site. Ils doivent être effectués conformément à la norme du matériel afin que la section de chauffage au gaz puisse être certifiée.
8. Le brûleur doit être réglé à l'aide d'un compteur de gaz calibré afin de garantir la bonne installation de la rampe d'alimentation en gaz et de régler le débit en fonction de l'utilisation.
9. Le débit des ventilateurs refoulants doit être réglé conformément aux conditions de conception prévues pour le débit d'air.
10. Les commandes doivent être vérifiées et réglées afin de bien répondre aux ordres donnés par le groupe.

11. Une copie du rapport d'essai doit être fournie.
12. Thermostat d'ambiance. Fournir un thermostat d'ambiance fixé au groupe pour bloquer la température de l'air à 18 °C.
13. Le contrôleur du groupe doit présenter les fonctions suivantes : état, surveillance, commande et remise à zéro des signaux. Le groupe doit être en mesure d'accepter des signaux de commande supplémentaires émanant du système de contrôle automatique de bâtiments.

2.6 Filtres

1. Les sections de filtres doivent être fournies avec des portes de taille adéquate pour permettre de retirer facilement les filtres. Il faut retirer les filtres par un côté.
2. Pour les groupes munis de batteries de filtres d'une hauteur maximale de 1 825 mm, les modules de filtres doivent être conçus pour pouvoir être glissés hors du groupe. Les filtres de 25 ou 50 mm à retirer par le côté doivent glisser dans une piste en métal profilé et s'encaster dans des séparateurs situés à chaque extrémité de la piste.
3. Filtres plissés jetables : matériau en coton et en fibres synthétiques non tissé de 50 mm d'épaisseur avec une grille de support en métal, un cadre composé de plaques rigides et des tiges de soutien fixées en diagonale du côté d'entrée et du côté de sortie de l'air sur chaque pli. Cadre métallique permanent réutilisable. Le matériau filtrant doit avoir une valeur MERV de 6 ou plus, conformément à la norme ASHRAE 52.2.

2.7 Registres

1. Les registres doivent être des clapets isolés en aluminium extrudé, à rupture de pont thermique et avec un taux d'étanchéité important.
2. Les registres d'admission à deux positions doivent comporter des lames parallèles.
3. La commande du registre d'admission d'air d'appoint doit comporter un contrôleur de registre électrique à deux positions qui demeure fermé en temps normal. Cette commande de registre doit être enclenchée de manière à ce que, lorsque le groupe est fermé, ou qu'il survient une panne de courant, le registre revienne à la position éteinte.

APPENDICE 1

RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES QUESTIONNAIRE GROUPES DE TRAITEMENT DE L'AIR

Le présent questionnaire fait état des renseignements techniques que le soumissionnaire **doit** fournir pour que son offre puisse être évaluée dans les règles

Nom de la compagnie - _____

Nom du représentant - _____ - Signature - _____

Nom du fabricant - _____

Conformité

Équipements fournis conforme à toutes les exigences spécifiées? Oui ☐ Non ☐

DESCRIPTION DE L'ACHAT

1.1 **Généralités** - Exigences obligatoires Conformé Oui ☐ Non ☐

Livrables à soumettre avec la proposition:

les données sur le rendement. Joint ? Oui ☐ Non ☐

dessins d'atelier. Joint ? Oui ☐ Non ☐

caractéristiques des produits. Joint ? Oui ☐ Non ☐

Veuillez mentionner la marque, le modèle et l'année (selon le cas) du de l'équipement proposé:

	Équipement
Marque	
Modèle	
Année	

Les équipements proposés sont-ils conformes aux capacités indiquées dans l'appel d'offres? Oui ☐ Non ☐

Dimension hors tout - Exigences obligatoires - Conformé Oui ☐ Non ☐

Veuillez joindre une brochure sur le produit.Document joint Oui ☐ Non ☐

2.1 Groupes de traitement de l'air AHU-70 et AHU-71

- Exigences obligatoires - Conformé Oui ☐ Non ☐

2.2 Assemblage du groupe - Exigences obligatoires - Conformé Oui ☐ Non ☐

2.3 Ventilateurs - Exigences obligatoires - Conformé Oui ☐ Non ☐

2.4 Groupes de traitement de l'air (AHU-70 et AHU-71) - générateur à feu direct

- Exigences obligatoires - Conformé Oui ☐ Non ☐

2.5 Commandes - Exigences obligatoires -

Conforme Oui ☐ Non ☐

2.6 Filtres - Exigences obligatoires -

Conforme Oui ☐ Non ☐

2.7 Registres - Exigences obligatoires -

Conforme Oui ☐ Non ☐